

POUR LE MAROC CONTRE LES SAHRAOIS, POUR L'AFRIQUE DU SUD CONTRE LES NOIRS.

SERVICE DE VENTE : GISCARD
SERVICE APRES-VENTE :
MITTERRAND ...



AFRIQUE DU SUD MORT A LA TERREUR BLANCHE

(suite de la page I)

gola et dans les autres pays voisins, le régime raciste blanc n'hésite pas à soutenir et à fomenter des mouvements d'opposition comme l'UNITA de Savimbi en Angola pour faire pression sur ces pays, afin qu'ils cessent d'accueillir les guerilleros de l'ANC. De plus il n'hésite pas à exercer directement de sanglantes représailles comme ce fut le cas au Mozambique.

Traversé par toutes ces contradictions, le régime d'Afrique du Sud survit pourtant. Le soi-disant embargo décidé par l'ONU n'est pas appliqué. Ainsi l'Afrique du Sud est-elle, avec 20 millions de tonnes par an, le deuxième fournisseur de charbon de la CEE, après les USA mais avant la Pologne; et la France en est le principal destinataire, ce qui prouve, soit dit en passant, que les larmes versées pour la "Pologne martyre" ne valent pas grand chose devant les bonnes affaires que procure le régime raciste. Si l'Angleterre reste le principal investisseur en Afrique du Sud (50%), la "France socialiste et respectueuse des droits de l'homme" n'a pas diminué les siens depuis mai 81. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays étaient en 82 de 9 milliards de francs. La coopération nucléaire avec les USA, le Canada, l'Allemagne et ... la France est telle,

qu'elle fait du régime raciste un exportateur de cette technologie aujourd'hui. Enfin, la France à la rose, 3ème exportateur d'armes, n'a jamais appliqué pour l'Afrique du Sud d'embargo international et ce sont des alouettes ou des mirages qui bombardent et sèment la mort dans les pays voisins. La France socialiste ne peut garantir d'emploi dans sa principale activité d'exportation (400F d'armes exportées par habitant contre 202 pour les USA et 88 pour la Russie) sans continuer à vendre les produits de son industrie de mort. Le boycottage sportif récemment décrété ne trompera personne ! Ce fut d'ailleurs le principal argument des dirigeants nationaux du rugby français que de montrer que l'on appliquait au sport ce qu'on ne pratiquait surtout pas pour les affaires !

LA TERREUR BLANCHE EN AFRIQUE DU SUD EST SOUTENUE PAR LE SOCIAL - IMPERIALISME FRANCAIS!

C'est cette vérité que nous devons crier partout où l'on nous rebat les oreilles avec "la gauche avocate des droits de l'homme". Exiger que soit appliqué l'embargo économique et surtout celui sur l'exportation d'armes, tel devrait être un axe de solidarité, en France et en Europe, avec la lutte de nos frères africains noirs en Afrique australe.

PAS UN SOUS, PAS UNE ARME POUR L'AFRIQUE DU SUD !

Front Polisario dix ans de lutte contre l'ordre impérialiste régional

Lorsque le 17 novembre 1970 le MLS (Mouvement de libération du Sahara) fondé en 68, organisa une manifestation à El Aïoun pour réclamer une "véritable autonomie", la répression coloniale de la très catholique Espagne se solda par 60 morts et des centaines de blessés. Devant ce haut fait de la "mission civilisatrice de l'Occident" chemina au sein de l'avant-garde du MLS l'idée que seule la lutte armée pouvait libérer les masses de l'oppression coloniale. Le 10 mai 1973 était fondé le Front Polisario avec pour slogan : "Par le fusil nous arracherons la liberté! Dix jours plus tard il menait sa première opération militaire victorieuse contre le cantonnement de l'armée espagnole de El-Khanga.

Depuis dix ans déjà le Polisario mène une lutte pour libérer le territoire national, durant laquelle il affronta d'abord le colonialisme espagnol, puis les appétits conjoints de la Mauritanie et du Maroc, et depuis 78 le seul Maroc. La lutte des Saharouis contre le statu quo régional, non seulement est arrivée à fondre au feu de la lutte des populations, pour la plupart nomades et sans véritables attaches terriennes, en un véritable peuple luttant pour son droit à un Etat national, mais encore elle menace tout l'équilibre régional, notamment la fragile monarchie chérifienne.

Si aujourd'hui le boucher de Rabat est prêt à négocier avec le Polisario, c'est en grande partie parce que la guerre qu'il mène depuis 8 ans a amené le régime marocain au bord de l'effondrement. Avec en 1982 une inflation de 15%, un déficit de la balance des paiements de 11,4 milliards de dirhams, une dette extérieure supérieure à 7 milliards de dollars, un service de la dette de 20% supérieur à celui de 1981, une diminution des ventes de phosphates, principales richesses exportées et une diminution de l'aide de l'Arabie Saoudite, conséquence de la diminution des ventes d'hydrocarbures sur le marché mondial, Hassan II est obligé de faire face, en plus, à une fronde de l'armée qui conteste son choix stratégique et politique pro-américain.

L'élimination de Dlimi et de toute une série de hauts dignitaires des forces armées a été la réponse d'Hassan. Afin de lutter plus efficacement contre le Polisario qui passait d'une victoire à l'autre contre une armée constituée de recrues peu convaincues de leur mission, le Maroc édifia un mur de sable de 800km, protégé par des champs de mines et équipé de tout un système de détection fourni par les Etats-Unis. Pour obtenir cette aide, qui permit de clore dans la zone marocaine le triangle Smara, El Aïoun, Bou-Craï avec les mines de phosphates, le Maroc autorisa les USA à implanter 5 bases militaires. Cette orientation pro-américaine déplaisait à une fraction importante des officiers supérieurs très liés, eux, à la France éternelle.

Ainsi donc, derrière le Maroc qui combat les Saharouis, se profile l'impérialisme français. La venue de la gauche au pouvoir en 81 n'a pas infléchi une politique qui fait de la France le premier partenaire du Maroc. Prise dans l'état de la crise, la France socialiste protège ses marchés traditionnels. Ainsi en 82 l'aide française se montait à 1,3 milliards de FF, accordait des prêts et des facilités pour l'exploitation des phosphates en les liant à la signature de nouveaux contrats pour l'industrie française et acceptait un rééchelonnement de la facture militaire d'un montant de 2 milliards. Ainsi donc ce sont de des armes françaises, entre autres, qui tirent sur les Saharouis.

Si aujourd'hui l'OUA est arrivée à faire accepter au Maroc d'entrer en négociation avec le Polisario, cela n'est dû qu'au courage et à l'opiniâtreté de ce petit peuple dont la lutte menace tout l'ordre régional.

La solidarité avec les Saharouis en lutte pour leur indépendance ne peut se manifester en France sans une dénonciation et une lutte contre l'impérialisme français.

La lutte contre l'exportation d'armes pour Hassan II le boucher devrait être un axe de lutte immédiate en solidarité avec les Saharouis.

DENONÇONS LES CRIMES DE L'ETAT TURC

(suite de la page I)

vu de tout moyen de communication moderne. Une autre partie des kurdes en Turquie vient grossir les rangs du prolétariat urbain où elle se trouve l'objet d'une exploitation accentuée, mais au sein duquel elle a fait preuve au cours des dix dernières années d'une combattivité CLASSISTE très importante, et même déterminante dans l'ébranlement qu'a connu la société turque.

C'est la raison pour laquelle il faut bien saisir le caractère non seulement anti-nationaliste de la collaboration de tous les Etats bourgeois concernés, mais aussi son aspect contre-révolutionnaire anti-prolétarien. Malgré la confusion de leur programme politique (qui est tout-à-fait compréhensible en l'absence d'une Internationale Communiste et après tant d'années de contre-révolution) nombre d'organisations d'extrême-gauche dans les différentes parties du Kurdistan se situent résolument sur le terrain de l'internationalisme et de la lutte de classe prolétarienne. Elles ont su, au moins en partie, tirer les leçons du mouvement national d'orientation démocratique qui cherchait l'appui de telle ou telle frange de l'impérialisme.

Dans le développement de la lutte politique prolétarienne dans cette région, la bombe kurde occupe une situation déterminante. Elle constitue une menace permanente pour les Etats en place

et pour le statu-quo impérialo-capitaliste et illustre la solidarité bourgeoise de ces Etats dont les relations sont par ailleurs fondamentalement antagoniques.

Il serait criminel pour la classe ouvrière et les révolutionnaires des métropoles de mépriser la question kurde sous prétexte qu'il s'agit d'une question simplement nationale désormais dépassée par l'Histoire. La solidarité avec les militants et les masses kurdes est une exigence vitale pour la classe ouvrière internationale, dont l'avant-garde politique révolutionnaire a par ailleurs la responsabilité d'aider les militants kurdes prolétariens à s'organiser sur des bases véritablement communistes. Ce deuxième aspect ne saurait d'aucune manière être considéré comme un préalable à notre solidarité militante.

Une question de cette ampleur soulève plus concrètement la nécessité d'œuvrer à la mise en place d'un réseau militant qui en dehors de tout sectarisme boutiquier poserait les bases d'un véritable SECOURS ROUGE PROLETARIEN tel qu'il en a existé par le passé. La renaissance d'une lutte prolétarienne internationale de grande ampleur se fera par plusieurs bouts à la fois, aussi bien sur le plan des luttes immédiates dites "économiques" que par des luttes immédiates à caractère politique. La SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALE est un de ces aspects déterminants.

Williamsburg monnaie contre missiles

Sept chefs d'Etat ou de gouvernements, 2 tonnes de poulet froid, 1500 policiers, 30 km de fils téléphoniques : il fallait bien 3000 journalistes pour assurer la retransmission du show dans le monde entier. Quand les présidents sont d'anciens comédiens, il n'est pas étonnant que les rencontres politiques tournent au show-business. Et tout ce tintouin pour produire à l'usage des "peuples" deux textes dans lesquels rien de nouveau n'est affirmé, mais où au contraire l'on trouve rassemblés tout une série de lieux communs et de bonnes intentions.

Au demeurant, le sommet de Williamsburg aura été le show destiné à la consommation passive des "opinions publiques" nationales pour cacher les sordides tractations des rapports inter-Etats. Missiles contre monnaie étaient les termes de ce marchandage.

La première déclaration sur la sécurité, qui fit tant de remous en France, n'est qu'un tissu de bonnes intentions parfaitement banales encadrant le point 5 : "Nos nations souhaitent ardemment qu'un accord FNI (Forces nucléaires intermédiaires) équilibré soit atteint d'ici peu. Dans ce cas la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements. On sait que s'il en va autrement, les pays concernés procéderont aux déploiements prévus

des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983".

Rien de nouveau dans ce point de vue qui n'est que la retranscription des décisions prises par l'organisation militaire de l'OTAN en 79. Il est vrai que la France, ne faisant plus partie du commandement intégré, n'est pas concernée par cette décision. C'est la raison pour laquelle Mitterrand exigea le ON SAIT QUE souligné par nous qui marque, selon lui, la distance qu'a la France face à ces décisions. Subtilités et arguties diplomatiques n'empêcheront pas d'infléchir la politique de défense de la France, dans une perspective toujours plus atlantiste face à la montée des périls extérieurs. Ce n'est pas un hasard si après 17 ans Paris reçoit, quelques jours après Williamsburg, le conseil des ministres de l'OTAN. Bien que ne faisant pas partie de l'organisme militaire de l'OTAN, la France est aujourd'hui le pays d'Europe le moins touché par le neutralisme et le pacifisme. Elle apparaît donc, et le paradoxe n'en est que plus étrange, comme l'un des alliés des USA le moins fragile, malgré la présence des ministres communistes. On comprend dès lors qu'entre Reagan et Mitterrand le courant passe ! Mais cet alignement plus ouvert ne s'est pas fait sans une contre partie, qui était l'objet même du sommet : la réorganisation

L'ORDRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EN PALESTINE

Les fractures au sein de l'OLP

Depuis le début du mois de mai 83 un mouvement de "dissidence" se développe au sein du Fatah (qui est une des principales organisations membre de l'OLP) contre les positions de la direction représentée par la ligne Arafat. Le détonateur qui a déclenché ce mouvement a été la tentative menée par Arafat de remplacer un certain nombre d'officiers au sein des troupes palestiniennes qui se trouvent dans la plaine de la Bekaa (sous contrôle syrien). Ces officiers sont connus pour représenter la ligne dure qui entend à la fois mener et intensifier la lutte militaire contre le sionisme et rejeter toute solution intermédiaire comme le projet de confédération jordano-palestinienne qui ne constitue à leurs yeux qu'un obstacle sur la voie de l'obtention d'un Etat palestinien même limité aux territoires occupés. Ces éléments s'opposent à Arafat au nom de l'exigence de renoncer à toute stratégie diplomatique qui privilégierait de manière trop ouverte la recherche de compromis même provisoire au développement d'une lutte armée contre le sionisme.

Cette opposition a même entraîné de violents combats entre militants palestiniens, combats qui se sont soldés par plusieurs morts. Il est probable que dans l'état actuel de la situation, cette "dissidence" restera malgré tout limitée en raison de la volonté, indépendamment de la sympathie que peuvent susciter les opposants à Arafat regroupés notamment autour d'Abou Moussa, des combattants palestiniens de préserver l'OLP comme seul représentant des palestiniens face au sionisme, l'impérialisme et aux Etats arabes.

Il convient de remarquer que cette "dissidence" exprime à sa manière l'impasse dans laquelle se trouve actuellement l'OLP. D'un côté la tendance Arafat qui est, en apparence du moins, soucieuse de se démarquer de l'influence syrienne et qui recherche sur le terrain des négociations diplomatiques tout compromis qui permettrait d'avancer sur la voie de la constitution, ou au minimum

de la reconnaissance, d'un Etat palestinien même limité; mais pour cela la tendance Arafat, qui a subi un revers avec l'échec des négociations palestino-jordanien, est condamnée à se mettre à la remorque de l'Arabie Saoudite et des Etats qui soutiennent les décisions du sommet de Fès et des Etats impérialistes comme la France et même les USA soucieux de préserver l'ordre contre-révolutionnaire au Proche-Orient.

De l'autre côté une tendance "dissidente", qui représente environ 800 hommes armés dans la plaine de la Bekaa, soutenue par la Syrie et la Lybie qui précisément n'a pas d'autre choix que de solliciter l'appui de ces 2 pays ou plus généralement de l'URSS.

Dans l'état actuel de nos informations, nous ne prétendons nullement que ces dissidents sont "manipulés" par la Syrie ou la Lybie, mais simplement que la seule perspective de développer une lutte armée contre Israël conduit inévitablement à chercher l'appui d'Etats qui n'ont jamais soutenu la courageuse lutte menée par la Résistance palestinienne. Cela signifie qu'ou qu'elle se tourne l'OLP est condamnée à développer une stratégie dont les fils directeurs restent, en définitive entre les mains des Etats réactionnaires et des forces impérialistes. C'est là la conséquence d'une orientation politique générale qui comporte d'énormes limites puisqu'elle relie depuis plus de 10 ans la lutte contre le sionisme au refus de se mêler des affaires intérieures des Etats arabes de la région. Si l'OLP se trouve aujourd'hui dans une impasse cela ne signifie pas pour autant que les masses palestiniennes ont renoncé pour autant à mener la lutte contre le sionisme. Ainsi le nombre de soldats israéliens tués au Liban depuis septembre 1982 représente environ un tiers des pertes (officielles) subies par l'armée sioniste au cours de la guerre du Liban. Tout cela démontre une fois de plus à la fois le formidable courage et la magnifique volonté de lutte des masses palestiniennes qui subissent pourtant une oppres-

sion bestiale tant au Liban que dans les territoires occupés et la fausseté, ne serait-ce que du point de vue de la seule lutte nationale palestinienne qui passe par la destruction d'Israël, de l'orientation adoptée par l'OLP depuis de nombreuses années.

Plus que jamais ce qui importe c'est que les masses palestiniennes puissent relier leur lutte nationale à la mobilisation des masses de tous les Etats arabes de la région autour de la perspective, qui certes ne se réalisera pas en une fois, de la destruction d'Israël.

Cela suppose que les militants révo-

lutionnaires qui se trouvent dans les métropoles impérialistes et notamment en France contribuent de la manière la plus active possible à affaiblir le soutien qu'apportent les Etats impérialistes à l'Etat sioniste et à défendre, dans le but de favoriser tout pas réel dans ce sens, l'absolue nécessité pour les masses palestiniennes de relier leur lutte d'émancipation nationale à la lutte de toutes les masses exploitées et opprimées dans la région du Proche-Orient comme dans les métropoles impérialistes.

A BAS L'ETAT SIONISTE D'ISRAEL ! PALESTINE VAINCRA !

Le sens de l'accord Israël-Liban

Le 17 mai 1983, l'Etat sioniste et l'Etat libanais (qui n'est en réalité qu'une marionnette soumise à l'influence des USA et d'Israël dont l'autorité est soumise à l'occupation de son territoire par les contingents US, français et italiens d'une part, à la présence de l'armée israélienne à Beyrouth-Est et dans le sud Liban notamment et de l'armée syrienne dans la plaine de la Bekaa au Nord-Est) ont signé un accord de principe sur le retrait simultané de toutes les troupes étrangères du Liban. La Syrie cependant qui, de fait, a été tenue en dehors des négociations a immédiatement exprimé son refus de reconnaître cet accord. De la sorte celui-ci est condamné dès sa signature à rester en pratique lettre morte.

Il convient cependant pour en comprendre la portée réelle, de l'inscrire dans le contexte général qui prime au Liban. Cet accord fait suite à l'échec des négociations Arafat-Hussein de Jordanie. L'objectif pour le sionisme et ses maîtres impérialistes US notamment, est de profiter de la "marginalisation" de l'OLP sur le terrain des négociations pour entériner les rapports de force qui se sont établis depuis l'agression sauvage de l'armée sioniste menée en juin 1982 contre les masses palestiniennes et libanaises. En effet le refus de la Syrie d'évacuer le Liban fournit le prétexte à Israël ainsi qu'à l'Etat syrien de consolider le partage de fait du Liban: Israël acceptant d'envisager son retrait de Beyrouth pour s'installer de façon durable au Sud-Liban (où il entretient depuis 1978 les troupes du commandant Haddad qui sont entièrement à sa solde) transformé de manière durable sinon permanente en zone protectrice de sa frontière nord, tandis que la Syrie, qui depuis quelques semaines, bénéficie d'une aide massive et spectaculaire en armes (missiles) et conseillers soviétiques, consolide ses positions dans la plaine de la Bekaa.

Tout cela se réalisant derrière le voile d'une indépendance fictive et fantomatique de l'Etat libanais maintenue pour les besoins de cette opération qui a le mérite, aux yeux de l'impérialisme US, du sionisme mais aussi de l'Etat syrien, d'ôter toute possibilité réelle à l'OLP de peser d'une quelconque manière sur la situation ainsi entérinée.

Dans ce contexte les menaces de guerre ou les opérations militaires qui opposeraient la Syrie à Israël n'ont et n'auront pour seule fonction que de consolider le poids respectif de ces 2 Etats. Pour l'instant tout le monde s'accorde pour reconnaître la faible probabilité d'un véritable conflit et pour affirmer que même en cas d'affrontements militaires ceux-ci seraient forcément limités en raison de l'engagement des USA aux côtés d'Israël (depuis le 17 mai les mesures d'embargo yankee à l'égard de l'Etat sioniste ont été levées notamment en ce qui concerne la livraison d'avions F 16) et de l'URSS aux côtés de la Syrie.

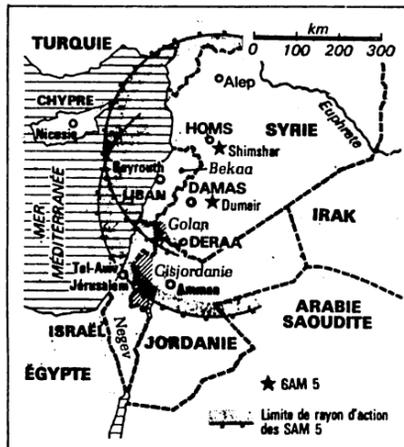
Comme on peut le constater l'accord entre Israël et le Liban ne vaut pas tant par son contenu que par les possibilités de manœuvre qu'il ouvre aussi bien pour Israël que pour la Syrie. Il convient cependant d'envisager de plus près l'hypothèse d'une guerre entre Israël et la Syrie.

Notre analyse est que la menace de guerre aussi bien qu'un éventuel conflit ne visent qu'à renforcer le poids respectif du sionisme et de l'Etat réactionnaire syrien. Cela signifie qu'il importe que les masses

palestiniennes de même que les masses arabes de la région ne tombent en aucune manière dans le piège de la défense de l'Etat syrien au nom de la nécessaire lutte antisioniste qui reste l'objectif fondamental, aussi longtemps qu'Israël existera.

Aujourd'hui Israël constitue le maillon principal mais aussi le plus solide de la chaîne contre-révolutionnaire qui opprime les masses de la région. Cela signifie qu'il y a de fortes probabilités, ne serait-ce qu'en raison du rapport de forces militaires, que la lutte contre le sionisme passe au départ par l'affaiblissement des autres maillons de cette chaîne réactionnaire comme la Jordanie, le Liban mais aussi la Syrie. C'est précisément ce qui fait que la révolution palestinienne (suivant un chemin qui mène à Jérusalem en passant par les capitales arabes) suppose forcément une liaison et une fusion entre les masses palestiniennes et les masses des autres Etats de la région.

C'est pourquoi la lutte contre le sionisme doit également passer par le renforcement de la lutte de ces masses sur des bases indépendantes de toute influence bourgeoise et réactionnaire sans compromettre la possibilité pour



celles-ci de profiter de chaque occasion pour affaiblir les forces politiques bourgeoises et réactionnaires qui constituent autant d'entraves dans le développement d'une réelle mobilisation révolutionnaire antisioniste comme tous les récents développements depuis plus d'un an l'ont amplement démontré.

Cela signifie qu'en cas de guerre, hypothèse qui pour l'instant semble peu probable mais en fonction de laquelle il convient néanmoins de se déterminer clairement, entre Israël et la Syrie, les masses prolétariennes et opprimées dans ce dernier pays doivent chercher à mener une lutte antisioniste qui passe nécessairement, pour être efficace, par une mobilisation sur des bases indépendantes de l'Etat syrien. Autrement dit la lutte contre l'Etat sioniste doit en même temps qu'elle se développe devenir l'occasion pour les masses de se démarquer de manière nette et précise, de l'Etat réactionnaire syrien et conduire simultanément à un affrontement avec celui-ci. Pour que, en pratique, la lutte pour la destruction radicale de l'Etat d'Israël puisse avancer, il convient que les masses profitent de la lutte antisioniste pour se démarquer par rapport à l'Etat syrien qui constitue, les faits l'ont maintes fois démontré, une entrave sur cette voie, et le détruisent. Telle est la perspective que les communistes révolutionnaires doivent défendre en dehors de tout compromis qui ne peut conduire qu'à des échecs irréversibles.

HAUTE-VOLTA

La Haute-Volta: un pays du Sahel semi-désertique de 6 millions d'habitants qui fait partie du groupe des "PMA" (Pays les Moins Avancés) comme on appelle à l'ONU les pays les plus pauvres) dont l'économie depuis quelques années ne cesse de se détériorer; pendant l'année 82 le chiffre d'affaires des entreprises a baissé en moyenne de 25 à 30%, la production cotonnière a baissé de 17%. Le chômage dans les villes est proche de 30% tandis que l'inflation ronge les salaires, et des centaines de milliers de Voltaïques sont obligés de s'expatrier pour chercher du travail, notamment en Côte d'Ivoire.

Le 7 Novembre 82, un coup d'Etat chasse les anciens dirigeants et instaure un Conseil de Salut du Peuple. Les nouveaux militaires adoptent un ton populiste et enflammé pour fustiger les "fraudeurs et les corrupteurs". Mais le radicalisme du CSP ne va pas bien loin comme en témoigne sa décision de s'appuyer sur les chefs coutumiers et les structures féodales qui dominent à la campagne.

Cependant, l'évolution du CSP en politique étrangère (dénonciation du néocolonialisme, flirt avec la Lybie ou les pays de l'Est) ne pouvait manquer de susciter des inquiétudes à Paris. Le 16/5,

Guy Penne, conseiller de Mitterrand pour les Affaires Africaines, arrive à Ouagadougou, dans la nuit les blindés encerclent la résidence du Premier ministre et l'arrêtent; le lendemain Guy Penne confirme au Président l'aide de la France à la Haute-Volta (22 milliards de Francs CFA) et le soir-même une réception réunit à l'Ambassade de France les principaux auteurs du coup d'Etat. "Afrique-Asie" du 6 Juin qui relate ces événements, essaie de disculper le gouvernement français en évoquant l'hypothèse d'un "piège diabolique" pour "ternir l'image de la France socialiste dans l'opinion africaine". Comment croire, dit le journal que le gouvernement de la gauche française ait pu tremper dans le coup d'Etat contre la gauche voltaïque?

Mais "l'inexpérience" supposée de la gauche française ne peut expliquer que, depuis 2 ans, elle ait systématiquement suivi la même politique que les précédents gouvernements. Ce qu'"Afrique-Asie", porte-parole patenté du progressisme bourgeois ne peut dire à ses lecteurs, c'est que socialiste ou pas l'impérialisme reste. L'impérialisme et qu'il ne pourra être abattu que par la lutte des masses.

du système monétaire international. Le principe de l'organisation d'une XIème conférence internationale, proposée par Mitterrand sur ce sujet, a été accepté par les Américains dans la 2ème déclaration.

Depuis des mois les gouvernements d'Europe réclament une baisse des taux d'intérêts américains qui drainent les capitaux spéculatifs d'Europe, plus intéressés par des investissements à courts termes et sans risques que par des investissements industriels aléatoires à hauts risques. Ils n'avaient jusqu'à Williamsburg reçu en écho que le son de leur propre demande. Le fait qu'ils aient pu avoir un moyen de pression avec les missiles, leur a permis d'obtenir une réponse.

Reste que ces sordides décisions, si elles démontrent que l'

Europe, et la France en particulier, n'entendent pas s'aligner derrière le parapluie américain sans contre partie, ont autant de valeur que leurs propos de vacuité.

Les grands de ce monde s'imaginent le diriger ! La vérité est tout autre et ils ne sont que les marionnettes de forces qui agissent par delà la conscience qu'ils en ont. Le monde s'achemine vers la 3ème guerre mondiale, malgré toutes les conférences sur la Paix et le désarmement, à travers un processus complexe de crises et de conflits, d'où devra émerger la seule force capable d'éviter le conflit généralisé, celle du prolétariat international, transformant la perspective de la guerre impérialiste mondiale en guerre civile contre l'ordre capitaliste international !